

Analyse intéressante relayée par Étienne Chouard :

« La véritable raison de l'invasion du Venezuela par les États-Unis remonte à un accord conclu par Henry Kissinger avec l'Arabie saoudite en 1974.

Et je vais vous expliquer pourquoi il s'agit en réalité de la SURVIE du dollar américain lui-même.

Ni la drogue. Ni le terrorisme. Ni la « démocratie ».

Il s'agit du système du pétrodollar qui a permis aux États-Unis de rester la puissance économique dominante pendant 50 ans.

Et le Venezuela vient de menacer d'y mettre fin.

Voici ce qui s'est réellement passé :

Le Venezuela possède 303 milliards de barils de réserves de pétrole prouvées.

Le plus grand du monde.

Plus que l'Arabie saoudite.

20 % du pétrole mondial.

Mais voici ce qui compte :

Le Venezuela vendait activement ce pétrole en yuans chinois, et non en dollars.

En 2018, le Venezuela a annoncé son intention de « se libérer du dollar ».

Ils ont commencé à accepter les yuans, les euros, les roubles, tout sauf les dollars pour le pétrole.

Ils demandaient à rejoindre les BRICS.

Ils mettaient en place des canaux de paiement direct avec la Chine, contournant totalement le système SWIFT.

Et ils disposaient de suffisamment de pétrole pour financer la dédollarisation pendant des décennies.

Pourquoi est-ce important ?

Car tout le système financier américain repose sur une seule chose :

Le pétrodollar.

En 1974, Henry Kissinger a conclu un accord avec l'Arabie saoudite :

Tout le pétrole vendu dans le monde doit être tarifé en dollars américains.

En échange, l'Amérique assure sa protection militaire.

Cet accord unique a créé une demande artificielle de dollars à l'échelle mondiale.

Tous les pays du monde ont besoin de dollars pour acheter du pétrole.

Cela permet aux États-Unis d'imprimer de l'argent à volonté tandis que d'autres pays travaillent pour cela.

Il finance l'armée. L'État-providence. Les dépenses déficitaires.

Le pétrodollar est plus important pour l'hégémonie américaine que les porte-avions.

Et il existe un schéma récurrent quant à ce qui arrive aux dirigeants qui le contestent :

2000 : Saddam Hussein annonce que l'Irak vendra son pétrole en euros et non plus en dollars.

2003 : Invasion. Changement de régime. Le pétrole irakien est immédiatement reconvertis en dollars. Saddam Hussein est lynché.

Les armes de destruction massive n'ont jamais été trouvées car elles n'ont jamais existé.

2009 : Kadhafi propose une monnaie africaine adossée à l'or, appelée « dinar or », pour le commerce du pétrole.

Les courriels divulgués d'Hillary Clinton elle-même confirment que c'était la raison PRINCIPALE de l'intervention.

Extrait d'un courriel : « Cet or était destiné à établir une monnaie panafricaine basée sur le dinar d'or libyen. »

2011 : L'OTAN bombarde la Libye. Kadhafi est sodomisé et assassiné. La Libye abrite désormais des marchés d'esclaves à ciel ouvert.

« Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort ! » a lancé Clinton en riant devant la caméra.

Le dinar d'or mourut avec lui.

Et maintenant Maduro.

Avec CINQ FOIS plus de pétrole que Saddam et Kadhafi réunis.

Vente active en yuans.

Créer des systèmes de paiement hors du contrôle du dollar.

Demande d'adhésion aux BRICS.

En partenariat avec la Chine, la Russie et l'Iran.

Les trois pays à la pointe de la dédollarisation mondiale.

Ce n'est pas une coïncidence.

Contester le pétrodollar. Changer de régime.

À chaque. Fois.

Stephen Miller (conseiller à la sécurité intérieure des États-Unis) l'a littéralement dit à voix haute il y a deux semaines :

« L'industrie pétrolière vénézuélienne a été créée grâce à la sueur, à l'ingéniosité et au labeur des Américains. Son expropriation tyrannique constitue le plus grand vol de richesses et de biens américains jamais enregistré. »

Il ne le cache pas.

Ils prétendent que le pétrole vénézuélien appartient à l'Amérique parce que des entreprises américaines l'ont exploité il y a 100 ans.

Selon cette logique, toute ressource nationalisée dans l'histoire a été un « vol ».

Mais voici le problème PLUS PROFOND :

Le pétrodollar est déjà en train de mourir.

La Russie vend son pétrole en roubles et en yuans depuis l'Ukraine.

L'Arabie saoudite discute ouvertement des règlements en yuans.

L'Iran commerce avec des devises autres que le dollar depuis des années.

La Chine a créé CIPS, sa propre alternative à SWIFT, qui compte 4 800 banques dans 185 pays.

Les BRICS développent activement des systèmes de paiement qui contournent totalement le dollar.

Le projet mBridge permet aux banques centrales de régler instantanément les transactions en monnaies locales.

L'adhésion du Venezuela aux BRICS, avec ses 303 milliards de barils de pétrole, accélérerait ce processus de manière exponentielle.

Voilà le véritable enjeu de cette invasion.

On ne lutte pas contre le trafic de drogue. Le Venezuela représente moins de 1 % de la cocaïne consommée aux États-Unis.

Ce n'est pas du terrorisme. Il n'y a absolument aucune preuve que Maduro dirige une « organisation terroriste ».

Ce n'est pas la démocratie. Les États-Unis soutiennent l'Arabie saoudite, qui n'organise aucune élection.

Il s'agit de maintenir un accord vieux de 50 ans qui permet à l'Amérique d'imprimer de l'argent pendant que le monde travaille pour elle.

Et les conséquences sont terrifiantes :

La Russie, la Chine et l'Iran dénoncent déjà cela comme une « agression armée ».

La Chine est le plus gros client pétrolier du Venezuela. Ils perdent des milliards.

Les pays BRICS assistent à l'invasion d'un pays qui commerce en dehors du dollar.

Tous les pays qui envisagent la dédollarisation viennent de recevoir le message :

Défiez le dollar et nous vous bombarderons.

Mais voici le problème...

Ce message pourrait accélérer la dédollarisation, et non l'arrêter.

Car désormais, tous les pays du Sud savent ce qui arrive lorsqu'on menace l'hégémonie du dollar.

Et ils se rendent compte que la seule protection est d'aller PLUS VITE.

Le timing est dingue lui aussi :

3 janvier 2026. Le Venezuela est envahi. Maduro est capturé.

3 janvier 1990. Invasion du Panama. Capture de Noriega.

36 ans d'écart. Presque jour pour jour.

Même scénario. Même excuse de « trafic de drogue ».

La même raison, en réalité : le contrôle des ressources stratégiques et des routes commerciales.